

# **Journal des guerres de l' Otan**

**Géopolitique et stratégies**

N° 113 du 04.06.12

Par **C.De Broeder & M.Lemaire**

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_guerres-otan.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Sommaire.

1 Brèves

1-1 RIA Novosti : Le Kosovo, camp international d'entraînement pour commandos.

Moscou exhorte les organisations internationales présentes au Kosovo à empêcher que cette région ne se transforme en camp d'entraînement pour commandos, lit-on lundi dans un communiqué du département de l'Information et de la Presse du ministère russe des Affaires étrangères.

*"Ces derniers temps, les informations relayées par certains médias sur des contacts entre l'opposition syrienne et les autorités de ladite République du Kosovo attirent l'attention. D'autant plus qu'il ne s'agit pas seulement d'"échange d'expériences" en matière d'organisation de mouvements séparatistes pour renverser des régimes en place, mais aussi d'entraînement de commandos syriens sur le territoire du Kosovo",* indique le document.

Le communiqué précise que les commandos en question s'entraînent dans des zones qui ressemblent géographiquement aux reliefs syriens.

[...]

14 mai - RIA Novosti

---

1-2 RIA Novosti : Des syriens ont suivi des entraînements dans des camps militaires au Kosovo.

Le président Bachar al-Assad a confirmé les informations selon lesquelles des rebelles syriens avaient suivi des entraînements dans des camps militaires au Kosovo.

*"Nous disposons d'informations confirmant qu'un groupe d'opposants syriens s'est rendu au Kosovo pour y acquérir de l'expérience en matière d'intervention armée, en matière de démarches à accomplir pour amener l'OTAN en Syrie",* a déclaré le chef de l'Etat syrien dans une interview à la chaîne de télévision *Rossia 24*.

M. Assad a souligné que les autorités syriennes tenaient ces informations de sources sûres.

Fin avril, l'agence serbe Tanjug, se référant à l'opposant syrien en exil Ammar Abdulhamid, a annoncé que les rebelles utiliseraient l'expérience de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) pour combattre le régime de Bachar al-Assad. Selon M. Abdulhamid, les opposants ont promis de reconnaître l'indépendance du Kosovo en cas d'arrivée au pouvoir à Damas.

Pristina a confirmé être en contact avec l'opposition syrienne, mais a réfuté les allégations concernant l'entraînement de combattants.

L'UCK est un groupe séparatiste armé de Kosovars albanais, qui a combattu la police et l'armée serbes lors du conflit de 1998-1999 dans l'ex-Yougoslavie. L'UCK a été dissoute à l'été 1999 après l'entrée au Kosovo des forces internationales KFOR placées sous le commandement de l'OTAN. Après la dissolution de l'Armée de libération, certains de ses combattants ont embrassé une carrière politique. Ainsi, l'un des chefs de l'UCK, Hashim Thaçi, dirige depuis longtemps le gouvernement kosovar.

RIA Novosti

MOSCOU, 16 mai

---

## 2 Dossier & Point de vue

### 2-1 Andreï Ilyashenko : La contre-alliance russo-chinoise: l'Organisation de la Coopération de Shangai (OCS) peut-elle émerger comme un contre-poids à l'OTAN ?

Il est impossible de ne pas remarquer que l'OCS est maintenant au-delà des problèmes régionaux. A la réunion de Pékin, le texte de la déclaration finale des états membres de l'OCS a été adopté. D'après les sources de Ria Novosti auprès de la délégation russe, le document condamne le programme du bouclier anti-missile américain.

Une position consolidée de l'OCS sur les systèmes anti-missiles balistiques a le pouvoir potentiel de devenir un important contre-poids aux plans de l'OTAN dans ce domaine.

Bien que depuis des années l'OCS marchait sur des œufs en faisant certaines déclarations sur la politique étrangère, l'organisation change. L'OCS est pour des changements majeurs en jugeant par les résultats de la réunion des ministres des affaires étrangères de l'organisation dans la capitale chinoise avant le sommet de l'OCS programmé à Pékin les 6 et 7 Juin courant. L'OCS a été créée dans les années 1990 comme une institution devant servir à un regain de confiance entre la Russie, la Chine et quatre pays d'Asie centrale: le Kazakhstan, le Kyrgystan, le Tadjikistan et l'Ouzbekhistan, ceci principalement dans le domaine de la coopération militaire.

Les états membres de l'OCS étaient unis par la menace commune que représentait le fondamentalisme islamique, représenté par la dominance des Talibans en Afghanistan. Mais au début des années 2000, l'OCS a changé son objectif sur la lutte contre le terrorisme international et contre le trafic de la drogue, ainsi que dans la coopération économique et humanitaire. L'Organisation a tenu des positions équilibrées et raisonnables sur les évènements internationaux et a continué une politique très prudente, ne donnant jamais raison aux analystes de la considérer comme une alliance politique et militaire sérieuse. L'Inde, le Pakistan, l'Iran et la Mongolie rejoignirent l'organisation en tant qu'observateurs, tandis que la Biélorussie et le Sri Lanka devenaient des "interlocuteurs". Mais les temps ont changé et l'OCS a changé avec eux. Les crises au Moyen-Orient, incluant celles déclenchées par le "printemps arabe", le rôle des nations occidentales dans la situation et le retrait des troupes américaines de l'Irak et de manière plus importante d'Afghanistan, ont appelé à une révision de l'approche de l'organisation et de développer ses efforts de politique étrangère.

Comme l'indique le discours du ministre russe des affaires étrangères Sergeï Lavrov donné dans une réunion récente de l'OCS: à partir de dorénavant l'OCS formulera une politique commune pour tous ses participants si une crise doit apparaître dans la région. Il apparaît que le nouveau mécanisme de fonctionnement sera lancé dès le mois prochain, à la veille de la conférence internationale sur l'Afghanistan programmée pour le 14 Juin à Kaboul. "La situation en Afghanistan et ses alentours soulève des préoccupations majeures. Nous devrions participer activement à toutes les discussions internationales ayant trait à ces problèmes liés à l'Afghanistan en coordonnant nos positions", a dit Lavrov. L'OCS prendra évidemment en considération les décisions du sommet de l'OTAN qui se tiendra fin Mai à Chicago et qui adressera la situation dans ce pays.

Des déclarations antérieures du ministre russe des affaires étrangères ont clarifié que la nature de la présence militaire américaine et de l'OTAN en Afghanistan sera la priorité de l'agenda. Moscou et Pékin argumentent contre la présence continue de troupes étrangères en Afghanistan, présence qui va bien au-delà d'une question de sécurité et de police dans le pays. Moscou aimerait aussi entendre parler d'un rapport concernant l'application de la résolution de l'ONU qui a servi de base pour participer à cette campagne militaire en Afghanistan.

La position consolidée de l'OCS soutiendra de manière substantielle les efforts de la Russie et de la Chine dans ce domaine. Les demandes de Moscou et de Pékin seront même plus soutenues si le nombre

d'états membres ou de pays associés augmentent. Pendant la réunion récente, Lavrov a appelé à l'approbation des demandes d'intégration enregistrées pour l'Inde et la Pakistan. De plus, l'organisation est en faveur de donner à l'Afghanistan le statut d'observateur et de faire de la Turquie un interlocuteur. Il est donc impossible de ne pas noter que l'OCS est maintenant au delà de la portée des seuls problèmes régionaux.

A la réunion de Pékin, le texte définitif de la déclaration des états membres de l'OCS a été arrêté. D'après l'agence de presse Ria Novosti et de ses sources auprès de la délégation russe, le document condamne le programme de bouclier anti-missile des Etats-Unis. RIA Novosti cite une partie du document qui dit que l'expansion illimitée unilatérale du système anti-missile balistique pourrait endommager la sécurité et la stabilité stratégique internationales. Cette déclaration soutient clairement les efforts de Moscou à répudier les plans du système américain anti-missile, qui s'il est mis en application, pourrait dévaluer le potentiel stratégique russe. Quoiqu'il en soit, la Chine est également intéressée à désarmer le processus américain, alors que ses forces nucléaires sont même plus vulnérables (que les russes).

Une position renforcée de l'OCS sur les systèmes anti-missiles a le potentiel de devenir en l'occurrence un sérieux contre-poids aux plans de l'OTAN dans ce domaine. Néanmoins, d'après les documents et les déclarations publiés, il n'y a aucune provision pour donner à l'OCS des fonctions militaires et de défense. Il est pourtant possible, comme le dit le journal Kommersant, que quelques instruments additionnels soient contenus dans la stratégie de développement futur de l'organisation, ce qui devra être approuvé par les chefs-d'état des membres de l'organisation. L'essence même de la stratégie demeure inconnue, puisqu'elle est toujours sujette à négociation.

Andreï Ilyashenko

Lundi 21 Mai 2012

*url de l'article original: <http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=30936>*

*~ Traduit de l'anglais par Résistance 71 ~*

---

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

3-1 Capitaine Martin : L'OTAN pour combien de temps encore ?

Dimanche 20 et lundi 21 mai se déroulera à Chicago le vingt-cinquième sommet de l'OTAN, le plus fréquenté depuis sa création en 1949. Outre les vingt-huit pays membres ont été invités différents États qui n'adhèrent pas à Alliance atlantique tels que la Russie, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon, la Corée du sud ou le Pakistan. La participation de ce dernier aura, notons-le, aura été incertaine jusqu'au dernier moment à cause des tensions survenues ces derniers temps avec Washington. Au total, ce seront donc pas moins de 6.000 délégués qui convergeront vers la cité étasunienne, bastion de Barack Obama, en vue de représenter une soixantaine de pays et des organisations internationales comme les Nations-unies et l'Union européenne. En dehors des lieux en revanche sont attendus au moins 50.000 manifestants...

Le thème le plus épineux qui y sera abordé est l'Afghanistan, qui est aussi la raison principale d'un sommet aussi élargi. Et plus particulièrement le retrait des troupes de l'OTAN et le financement des forces de sécurité à Kaboul, après 2014. Vu sous cet angle, le sommet est une sorte de vaste campagne de recueil de fonds. Selon les plans de l'OTAN, les forces de sécurité de Kaboul devraient s'ajouter à la fin de l'année aux 352.000 hommes de l'armée nationale afghane (il s'agit en réalité d'une estimation très optimiste compte tenu du nombre record de désertions, d'une corruption endémique et des infiltrations talibanes). Ce chiffre devrait commencer à diminuer dès 2015 pour finalement atteindre les 230.000 en 2017. Les États-Unis indiquent que le coût du maintien d'un nombre aussi important de militaires et de policiers avoisinerait 4,1 milliards de dollars par an. Une économie non négligeable pour l'Oncle Sam qui dépense déjà plus d'une centaine de milliards pour maintenir 90.000 hommes dans le pays. Une somme inenvisageable pour le gouvernement de Kaboul qui a un budget annuel à peine supérieur à 1,5 milliards et qui ne pourrait participer qu'à hauteur de 500 millions. Et encore...

Plus de la moitié de la somme totale (environ 2,5 milliards) serait à mettre au compte des États-Unis. C'est du moins ce qu'avait promis l'administration Obama qui n'a pourtant encore rien écrit noir sur

blanc, hormis un vague accord de partenariat [au grand dam d'ailleurs de Kaboul](#). Pour la somme restante (2,6 milliards), la Maison blanche espère fortement des pays engagés au sein de l'[ISAF](#) qu'ils participent, y compris dans le cas d'une éventuelle déstabilisation du pays après le retrait des forces de l'OTAN.

*« Les États-Unis s'attendent à ce que les pays composant l'ISAF payent une contribution d'environ un milliard de dollars par an »,* expliquait dernièrement le ministre polonais des affaires étrangères, Radoslaw Sikorski, contrarié par le fait que la Pologne doive verser 20 millions de dollars par an pendant que l'Inde, la Chine ou la Russie participent seulement à hauteur de 10 millions. *« Nous devrions payer la même somme que la Chine et la Russie ensemble »,* a-t-il commenté.

Même l'Italie est appelée à apporter sa pierre à l'édifice, malgré les menaces économiques qui pèsent sur elle. James Townsend, vice-secrétaire à la défense des États-Unis et responsable des relations avec l'Europe, n'y va pas par quatre chemins dans [l'entretien qu'il a tenu au journal la Stampa](#) : *« j'espère que l'Italie sera malgré les difficultés financières capable de renouveler l'engagement qu'elle a pris jusqu'à aujourd'hui ».*

Dans ce même entretien, le représentant étatsunien a parlé de la collaboration toujours plus étroite de l'Alliance atlantique avec quelques pays d'Asie, comme le Japon ou la Corée du sud. *« Á Chicago, on parlera d'une OTAN globalisée parce que nous avons des intérêts globaux à protéger »,* a-t-il déclaré. Agrandir sa propre sphère d'influence est devenu depuis longtemps une des priorités de l'OTAN. En réalité, vingt ans après la chute de l'Union soviétique, les membres de l'Alliance, les États-Unis au premier chef, doivent s'interroger sur l'engagement et sur l'utilité d'une structure apparemment anachronique. Même si le projet de bouclier anti-missiles dans l'Europe de l'est montre que le cauchemar russe est encore bien présent. Á la fin de la Guerre froide et à la disparition de l'ennemi qui avait justifié la naissance de l'OTAN s'ajoutent les difficiles contractions économiques. Les États-Unis ont ainsi fait savoir qu'ils n'étaient plus disposés, après les dernières coupes dans le budget de leur défense, à couvrir 75 % des dépenses de l'Alliance. Ce qui explique pourquoi ils ont demandé à leurs alliés européens de s'investir davantage. Un possible effondrement de l'OTAN n'est pas inenvisageable à terme.

*Capitaine Martin*

Lundi 21 Mai 2012

<http://www.resistance-politique.fr>

---

4 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion .

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

7-1 french.cri.c : [Il est temps pour l'OTAN d'apprendre à recourir à d'autres moyens que la force militaire.](#)

Alors que les dirigeants de l'OTAN se réunissent ce dimanche pour leur sommet annuel, afin de discuter de questions comme la guerre en Afghanistan et les moyens de maintenir la puissance militaire de l'alliance en dépit des réductions budgétaires, ils ont pu voir se rassembler une foule venue non pour les saluer, mais pour protester.

Dans la période qui a précédé le sommet, les manifestants ont organisé divers rassemblements dans la ville pour protester contre les interventions militaires de l'alliance dirigée par les États-Unis au cours des dernières années, arguant que ces interventions, sous des déguisements nobles, ne faisaient que poursuivre des intérêts égoïstes.

Il est excusable de poursuivre des intérêts égoïstes tant que l'on ne viole pas les droits d'autrui. Mais pour l'OTAN, qui a au cours des dernières années atteint certains de ses objectifs stratégiques au détriment d'autres pays, ces manifestations devraient servir de sonnette d'alarme, et avertir le bloc qu'il est temps d'enrayer son obsession de la puissance militaire.

Après l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, l'OTAN, restée sans rival, a servi de police mondiale, tout en se cherchant un nouveau rôle.

Au cours des deux dernières décennies, l'OTAN a été activement impliquée dans des guerres ou des

interventions militaires en Bosnie, au Kosovo, en Afghanistan, et plus récemment en Libye. Ces guerres ont infligé un lourd tribut tant humain qu'économique aux pays concernés. Selon un rapport publié récemment par une institution basée à New York, les huit séries de bombardements de l'OTAN sur la Libye l'an dernier ont directement causé la mort de 72 civils, dont 20 femmes et 24 enfants. En outre, la politique belliciste de l'OTAN a également transformé la structure géopolitique mondiale en matière de sécurité, ce qui a eu pour effet de déclencher de nombreux conflits au sein de la communauté internationale, et même au sein de l'alliance elle-même.

De fait, les membres de l'OTAN sont toujours divisés sur le rôle de l'alliance au 21<sup>e</sup> siècle. De nombreux membres européens ont réduit leurs budgets de défense pour les années à venir, estimant que la sécurité du continent n'est plus un motif d'inquiétude. Leur volonté de contribuer financièrement aux questions de défense va probablement rester faible durant les prochaines années, au vu des problèmes posés par la crise de la dette européenne.

Les analystes ont noté que la dimension endémique de la guerre afghane avait érodé les passions parmi les membres de l'OTAN et leurs alliés. Certains, comme l'Allemagne, ont choisi de rester en dehors du conflit libyen l'année dernière.

Lors du sommet de Chicago, savoir si le président français François Hollande annoncera ou non le retrait des troupes françaises d'Afghanistan d'ici la fin de l'année, comme il l'avait promis lors de sa campagne électorale, est devenu un brûlant sujet de débats.

En 2010 à Lisbonne, au Portugal, l'OTAN avait lancé une nouvelle doctrine stratégique baptisée "Engagement actif / Défense moderne". Les dirigeants avaient également convenu de remettre progressivement la responsabilité de la sécurité aux forces de sécurité afghanes, avec pour objectif d'achever la transition d'ici la fin de l'année 2014.

Cette nouvelle doctrine stratégique a montré que l'OTAN avait pris conscience du fait que son intervention militaire ne pouvait pas tout résoudre, et pouvait même, au contraire, créer davantage de problèmes.

La situation politique, économique et sécuritaire dans le monde évolue rapidement, mais la paix et le développement demeurent la principale préoccupation de notre époque. L'OTAN, qui possède de vastes ressources politiques et militaires, devrait en conséquence s'abstenir de poursuivre ses intérêts égoïstes au détriment des autres.

20/05/2012

<http://french.cri.cn/621/2012/05/20/302s281813.htm>

---

4-2 Thierry Meyssan : L'OTAN magnifie son déclin.

Le 25<sup>e</sup> sommet de l'OTAN n'est pas parvenu à répondre à la question lancinante qui hante l'Organisation depuis l'effondrement de l'URSS : en quoi peut-elle être utile à ses membres, hormis au Royaume-Uni et aux USA ? Toute question sur le massacre de 160 000 Libyens ou sur l'annulation de l'attaque de la Syrie étant écartée, les chefs d'États et de gouvernement ont simplement été sommés de financer le complexe militaro-industriel US.

Le sommet de l'OTAN à Chicago (20-21 mai 2012) ne rassemblait pas seulement les chefs d'État ou de gouvernement des 28 États membres, mais aussi les délégations de 32 autres pays. À ce titre, il manifestait les ambitions désormais globales de l'Organisation.

Officiellement il devait répondre à trois questions principales :

Comment contrôler l'Asie centrale ?

Comment être plus efficace avec des budgets restreints par la crise financière ?

Comment déployer un système offensif de missiles contre la Russie et la Chine ?

Le choix de Chicago pour recevoir le sommet s'explique bien sûr parce que c'est la ville dont est issu le président Barack Obama, et parce qu'elle est aujourd'hui administrée par le faucon Rahm Emanuel, officier de l'armée israélienne.

Un Comité hôte a été composé par le Groupe de Bilderberg [1] autour de la présidente du NDI/NED [2] Madeleine Albright et de John H. Bryan, administrateur principal de la banque Goldman Sachs.

À l'extérieur de la salle de conférence, il ne manquait pas de groupes militants pour manifester contre l'Alliance [3]. Cette turbulence a posé des problèmes de maintien de l'ordre à la municipalité, et a terni l'image du sommet. Cependant, l'OTAN a utilisé la gêne occasionnée pour occuper la presse : tandis

que les journalistes se focalisaient sur les excès de la police à l'extérieur de la salle de conférence [4], les chefs d'État et de gouvernement pouvaient discuter en secret de leurs arrangements.

Sommet de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), à Moscou, le 15 mai 2012.

C'est moins spectaculaire que l'OTAN, mais c'est capable de lui résister.

Contrôler de l'Asie centrale

L'intervention alliée en Afghanistan avait été planifiée par les Anglo-Saxons avant les attentats du 11 septembre 2001, bien que ces attentats aient servi à la justifier de manière à y impliquer les alliés [5]. Elle répondait aux intérêts d'une coalition particulière : prendre en tenaille l'Iran (une fois l'Irak envahi) ; s'immiscer dans la zone d'influence russe des ex-États musulmans soviétiques ; ouvrir un couloir de communication pour exploiter le pétrole de la région Caspienne ; contrôler le marché mondial des drogues dérivées du pavot ; faire main basse sur des réserves de minerais précieux.

Dix ans plus tard, l'attaque de l'Iran est repoussée aux calendes grecques tandis que les relations des États-Unis avec la Russie et la Chine ne cessent de se tendre. Juste avant le sommet, Washington a conclu en urgence un Pacte stratégique avec Kaboul. Le retrait des troupes combattantes ne doit pas faire illusion : le Pentagone restera longtemps sur place. Paradoxalement, les Occidentaux ont besoin de troupes en Afghanistan pour menacer les intérêts russes en Asie centrale, mais ils ont besoin de passer par le territoire russe pour approvisionner leurs troupes en Afghanistan.

Au fil des ans, Moscou a donc créé un pacte militaire avec ses anciens partenaires soviétiques, l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC). L'Arménie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan en font partie (mais pas l'Azerbaïdjan). Puis, Moscou et Pékin ont fondé l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Son objectif initial était uniquement de prévenir l'ingérence anglo-saxonne en Asie centrale, mais elle tend à devenir un Pacte militaire. L'OCS inclut — à titre d'observateurs ou de partenaires— la Mongolie et les États du sous-continent indien (mais toujours pas l'Azerbaïdjan).

La question principale du sommet de Chicago n'était donc pas de savoir si les troupes alliées sont nécessaires à la stabilisation de l'Afghanistan ou si leur mission est terminée [6], mais quels Alliés sont prêts à piétiner durablement les plates-bandes russes (et accessoirement chinoises) ? Dès lors, la décision du président François Hollande de retirer au plus vite les troupes françaises doit être comprise pour ce qu'elle est : non pas simplement mettre fin à une aberrante expédition coloniale, mais surtout refuser de participer à la stratégie impériale anglo-saxonne contre la Russie et la Chine en Asie centrale.

Face au complot anglo-saxon, Moscou a mis en scène sa réponse à travers l'agenda de son président.

7 mai : investiture du président Vladimir Poutine

8 mai : nomination de Dmitry Medvedev comme Premier ministre

9 mai : célébration de la victoire contre l'Allemagne nazie

10 mai : visite du complexe militaro industriel russe

11 mai : réception du président abkhaze

12 mai : réception du président sud-ossète

14-15 mai : rencontre informelle avec les chefs d'États de l'OTSC.

On ne peut être plus clair. Le nouveau mandat de Vladimir Poutine sera consacré à se donner les moyens de protéger les marches de la Russie et de la défendre avec ses alliés.

Dans un souci d'apaisement, l'OTAN a invité au sommet de Chicago les présidents des États membres de l'OTSC, qui ont tous fait le déplacement, sauf Vladimir Poutine.

Quoi qu'il en soit, le sommet a confirmé que l'OTAN resterait en Afghanistan, non plus en tant que puissance occupante, mais comme soutien à la fantomatique armée afghane [7].

Cérémonie de signature du programme de surveillance aérienne (Alliance Ground Surveillance — AGS).

Les malheureux qui doivent payer la facture sont cloués au pilori des photographes : Souriez, vous devez payer.

Réduire les dépenses

Alors que le Pentagone lui-même était appelé à modérer ses dépenses, le précédent secrétaire à la Défense, Robert Gates, avait demandé aux alliés de faire un effort significatif et d'augmenter leur budget militaire pour compenser la baisse de celui des États-Unis [8]. Cependant le Pentagone a dû déchanter,

les alliés ayant été à leur tour touchés par la crise financière états-unienne. Par conséquent, la réflexion s'est tournée vers les possibilités de dépenser moins (ce que les communicants appellent la « défense intelligente », étant entendu que jusqu'à présent on jetait stupidement l'argent par les fenêtres) [9]. En matière d'armement, dépenser moins, c'est acheter des armes fabriquées en très grande série. Concrètement, cela signifie que les Alliés doivent renoncer à fabriquer leurs propres armes et doivent au contraire les acheter au plus gros fabricant, c'est-à-dire aux USA. Le problème, c'est que cela signifie pour les alliés une perte de souveraineté, des pertes d'emplois, et l'obligation de continuer à soutenir le dollar, donc d'éponger le déficit US. En résumé, pour être défendus, les alliés doivent sacrifier leur industrie de Défense —s'ils en ont encore une— et offrir leurs devises au Grand frère états-unien. Le président Obama attendait ses invités avec son catalogue. Cette année, il y avait des promotions sur les drones. Le sommet a approuvé le programme d'acquisition de moyens de surveillance aérienne qui était en discussion depuis une décennie [10]. L'idée de mixer des drones et des avions gros porteurs fabriqués par des consortiums euro-US a été abandonnée au profit du seul achat de drones US. C'est une catastrophe annoncée depuis longtemps pour EADS (Allemagne), Thales (France), Indra (Espagne), Galileo Avionica (Italie), Dutch Space (Pays-Bas), General Dynamics (Canada). Mais c'est au moins 3 milliards d'euros de commandes pour Northrop Grumman et Raytheon (USA), qui sortent grands vainqueurs du sommet. La facture sera répartie entre 13 Etats membres. La France et le Royaume-Uni ont réussi à se retirer de ce guêpier et contribueront au programme avec leur propre matériel. En outre, le Pentagone a imposé des modifications des règles de fonctionnement interne de l'Alliance de manière à se garantir la possibilité d'utiliser l'OTAN à la carte. A l'origine, l'Organisation était censée se mobiliser dans son ensemble lorsqu'un de ses membres était attaqué. Aujourd'hui, Washington fixe ses objectifs coloniaux et compose une coalition ad hoc. Par exemple, on a formé une alliance autour de la France et du Royaume-Uni pour détruire la Libye. Les Allemands n'y ont pas participé. Or, ils gèrent la flotte des avions de surveillance AWACS. Il s'en est suivi un moment de désorganisation avant que la coalition puisse utiliser ce matériel. Par conséquent, le Pentagone exige d'avoir un droit de réquisition des matériels de leurs alliés lorsque ceux-ci refusent de participer à une coalition. De ce point de vue, la « défense intelligente » équivaut à prendre ses alliés pour des imbéciles.

Anders Fogh Rasmussen, secrétaire général de l'OTAN (ici en conversation avec Thomas Vecchiolla, directeur des ventes de Raytheon), inaugure une exposition destinée à expliquer aux membres de l'Alliance les bienfaits du « bouclier antimissile ».

Menacer la Russie et la Chine

Pour mettre fin à la dissuasion nucléaire russe et chinoise, les États-Unis ont imaginé de se protéger des missiles ennemis pour pouvoir tirer les leurs sans crainte de représailles. C'est le principe du « bouclier antimissile ». Cependant, il n'existe pas à l'heure actuelle d'intercepteurs capables de détruire en vol les missiles balistiques ultra-sophistiqués russes et chinois. Dès lors, sous l'étiquette fallacieuse de « bouclier antimissile », le Pentagone entend déployer un ensemble de radars capable de surveiller l'espace aérien global et installer le plus près possible de la Russie et de la Chine des missiles les menaçant.

Le secrétariat à la Défense US a d'ores et déjà négocié avec un grand nombre de pays des accords pour installer ces matériels. Il encourage des pactes militaires entre les États qui l'accueillent. Par exemple, il a invité la Jordanie et le Maroc à rejoindre le Conseil de coopération du Golfe et à le transformer en une sorte de nouveau Pacte de Bagdad [11]. En sus, il développe un discours lénifiant pour masquer ses intentions. S'adressant à des ignorants qui n'ont jamais observé une mappemonde, il explique sans rire que les installations développées en Europe centrale ne menacent pas la Russie, mais visent à intercepter des missiles iraniens tirés vers les USA en prenant le chemin des écoliers.

Le sommet de Chicago a entériné le transfert de compétence pour le « bouclier antimissile » du Pentagone à l'OTAN [12]. Là encore, la question n'était pas de savoir comment se protéger d'une imaginaire attaque nucléaire suicide iranienne ou nord-coréenne, mais si l'on veut ou non participer à un projet tourné contre la Russie et la Chine. Prudemment, les États-Unis ont évité la question qui fâche, quitte à ce que certains participants déplorent que l'on ne sache plus à quoi servira l'Alliance dans les prochaines années.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergey Lavrov, venu apporter le soutien de la Russie au

président syrien, Bachar el-Assad (Damas, le 12 février 2007). Plus de 100 000 ressortissants russes résident désormais en Syrie. Ils actionnent notamment les systèmes antimissile S300 capables de tenir l'OTAN en échec.

Ne pas rendre compte

Le sommet de Chicago était important par les sujets qu'il a abordé. Il l'était tout autant par ceux qu'il a esquivés : la destruction de la Libye et la dérobade face à la Syrie. Dans toute organisation, les dirigeants sont tenus de présenter un rapport annuel de leurs activités. Pas à l'OTAN. Tant mieux pour eux car leur bilan n'est pas flatteur.

Depuis le dernier sommet, l'Alliance a gagné une guerre contre un ennemi qui ne lui a pas livré bataille. Persuadé jusqu'au dernier moment de pouvoir négocier, Mouammar el-Kadhafi avait interdit à son armée de riposter contre les aéronefs et les navires de l'Alliance. La guerre, la vraie, s'est limitée à la prise de Tripoli. Chacun savait que la population était armée et qu'entrer dans la ville se ferait au prix d'un bain de sang. Certains que des alliés s'y opposeraient, l'amiral James Stavridis, Suprême commandeur de l'OTAN, n'a donc pas porté le sujet devant le Conseil atlantique. Il a organisé une réunion secrète à Naples où seuls les États les plus déterminés ont été conviés. Selon nos informations, la France y était représentée par Alain Juppé [13]. C'est donc à l'insu de certains alliés que la décision a été prise. En définitive, l'OTAN a conquis Tripoli en une semaine, le commandant militaire de la capitale, le général Albarrani Shkal, ayant démobilisé ses hommes et offert la ville à l'envahisseur pour quelques millions de dollars. Les drones et les hélicoptères de combat ont facilement massacré les dizaines de milliers d'habitants, qui pensaient pouvoir défendre leur patrie armés de kalachnikovs. L'OTAN qui était prétendument venue protéger les civils a tué au total 160 000 personnes, sans avoir officiellement subi la moindre perte..

À Chicago, les chefs d'État et de gouvernement ont pu discuter des problèmes capacitaires de cette guerre, mais ni du coup de force du Suprême commandeur, ni du résultat politique qui a suivi avec l'anéantissement de l'État libyen et l'installation au pouvoir des Frères musulmans et d'Al Qaida. On a également limité les discussions à propos de la Syrie. Les communicants qui avaient utilisé du même prétexte pour viser Damas et Tripoli (le « printemps arabe »), ont une explication toute faite pour expliquer la dérobade : une intervention militaire internationale favoriserait une guerre civile. C'est évidemment plus classieux que de reconnaître le renversement du rapport de force. La Russie a déployé en Syrie le système de défense anti-aérienne le plus performant du monde. Il n'est pas de nature à empêcher un bombardement du pays, mais peut infliger des pertes très sévères aux aéronefs de l'OTAN. L'enjeu n'en vaut pas la chandelle. Aussi peut-on lire dans la Déclaration finale du sommet une banalité qui ne valait pas de réunir 60 chefs d'État et de gouvernement : « *Nous suivons l'évolution de la crise syrienne avec une préoccupation croissante et nous soutenons fermement les efforts que déploient l'ONU et la Ligue des États arabes, et notamment la mise en œuvre intégrale du plan Annan en six points* » [14].

[1] « [Ce que vous ignorez sur le Groupe de Bilderberg](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire/Komsomolskaïa Pravda*, 9 avril 2011.

[2] « [La NED, vitrine légale de la CIA](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire/Odnako*, 6 octobre 2010.

[3] « [Massive anti-NATO protests in Chicago](#) », *Voltaire Network*, 21 mai 2012.

[4] « [The Empire Holds Its War Council in Chicago](#) », by Glen Ford, *Voltaire Network*, 18 mai 2012.

[5] *L'Effroyable imposture*, par Thierry Meyssan, 2002.

[6] « [Déclaration du Sommet de l'OTAN à Chicago concernant l'Afghanistan](#) », *Réseau Voltaire*, 21 mai 2012.

[7] « [Aube rouge sang à Kaboul](#) », par Manlio Dinucci, *Réseau Voltaire*, 9 mai 2012.

[8] « [Les gros bras Gates et Rasmussen tentent un nouvelle extorsion de fonds](#) », par Lucille Baume, *Réseau Voltaire*, 16 juin 2011.

[9] « [Quel est le prix de la « défense intelligente » de l'Otan ?](#) », par Manlio Dinucci, Tommaso di Francesco, *Réseau Voltaire*, 21 mai 2012.

[10] « [Déclaration du sommet sur les capacités de défense pour les forces de l'OTAN à l'horizon 2020](#) », *Réseau Voltaire*, 20 mai 2012.



[11] Signé en 1955, le Pacte de Bagdad était un complément de l'OTAN réunissant l'Irak du roi Fayçal II, la Turquie d'Adnan Menderes, le Pakistan du gouverneur général Malik Ghulam Muhammad et l'Iran du Shah, sous la houlette des Anglo-Saxons.

[12] « [Revue de la posture de dissuasion et de défense de l'OTAN](#) », *Réseau Voltaire*, 20 mai 2012.

[13] Ce point a été formellement démenti par son secrétariat, selon lequel le ministre était en vacances à cette date.

[14] « [Déclaration du Sommet de l'OTAN à Chicago](#) », *Réseau Voltaire*, 20 mai 2012.

Thierry Meyssan

Mardi 22 mai 2012

Thierry Meyssan, Intellectuel français, président-fondateur du [Réseau Voltaire](#) et de la conférence [Axis for Peace](#). Il publie des analyses de politique étrangère dans la presse arabe, latino-américaine et russe. Dernier ouvrage en français : *L'Effroyable imposture : Tome 2, Manipulations et désinformations* (éd. JP Bertrand, 2007).

[Article sous licence 'creative commons'](#)

Vous pouvez reproduire librement les articles du Réseau Voltaire à condition de citer la source et de ne pas les modifier ni les utiliser à des fins commerciales (licence [CC BY-NC-ND](#)).

## 5 Annexe

### 5-1 Le concept stratégique de l'OTAN à l'épreuve du réel

*Les 19 et 20 novembre 2010, l'OTAN adoptait lors d'un sommet à Lisbonne un nouveau concept stratégique définissant les menaces pesant sur ses Etats membres, les crises et les tendances des relations internationales et les moyens pour y faire face. C'est la feuille de route de l'Alliance pour les dix années à venir, et qui reconferme que l'engagement pris de se défendre mutuellement contre toute attaque reste le socle de la sécurité euro-atlantique. Le chercheur en géopolitique Jean-Sylvestre Mongrenier analyse la pertinence du concept stratégique de l'OTAN un an et demi après son adoption.*

Le concept insiste sur les menaces que pose la prolifération nucléaire et des armes de destruction massive. Quels sont les progrès réalisés par l'OTAN en la matière pour les contrer ?

De fait, la prolifération nucléaire et balistique - les deux phénomènes se recoupant sans se confondre -, concerne au premier chef les membres européens de l'OTAN. Reportons-nous simplement au programme nucléaire mené par le régime iranien et aux efforts balistiques que Téhéran déploie. D'ores et déjà, l'ensemble du Proche et Moyen-Orient (Turquie incluse), voire le Sud-Est européen, sont à portée de tir des missiles Shahab III. La réponse élaborée en commun au sein de l'OTAN consiste à concevoir et déployer un dispositif de défense antimissile des territoires, dispositif articulé au système global des Etats-Unis (la Missile Defense). Le projet initial de l'administration Bush, tel qu'il avait été présenté en 2007, a été reconfiguré pour mieux s'adapter aux menaces de moyenne portée qui pèsent plus spécifiquement sur l'Europe. Dans un premier temps, des intercepteurs SM-3 seront déployés sur des plates-formes navales en Méditerranée et, peut-être, en mer Noire. Dans un second temps, ce seront aussi des intercepteurs terrestres sur un site polonais et un site roumain. La reconfiguration du projet par l'administration Obama visait aussi à faciliter la réouverture des négociations avec la Russie. Sans grand succès, il faut bien le dire. Vladimir Poutine ne se rendra pas à Chicago, les 20 et 21 mai ; il n'y aura pas d'accord-cadre entre l'OTAN et la Russie, les dirigeants russes s'opposant au déploiement de systèmes antimissiles en Europe, du moins de systèmes autres que les leurs.

Du côté de l'OTAN et de ses pays membres, le principe d'un bouclier antimissile a été arrêté lors du sommet de Lisbonne, en novembre 2010. Il est conçu comme une extension de la défense de théâtre développée depuis 2000. La mise en place d'une "capacité intérimaire" devrait être décidée lors du sommet de Chicago, le système antimissile de l'OTAN devant progressivement monter en puissance jusqu'en 2018. Concrètement, un système de commandement américain est en place, un radar d'alerte américain est en activité dans l'est de la Turquie depuis le début 2012 et une frégate américaine, dotée du système Aegis, croise en Méditerranée. En parallèle, les Alliés travaillent à la mise en place d'un système commun de commandement et de contrôle opérationnel. Plus généralement, il importe de préciser que les systèmes antimissiles n'ont pas vocation à se substituer aux armes nucléaires, ce qui a été rappelé à

Lisbonne. Ils s'intègrent dans une dissuasion globale fondée sur des moyens nucléaires, des moyens d'interception, des moyens de projection de forces et de puissance sur des théâtres extérieurs. Enfin, la politique de contre-prolifération repose aussi sur la diplomatie et les divers régimes juridiques internationaux (voir notamment le traité de non-prolifération).

Le principe d'édifier une défense antimissile balistique de l'OTAN a été adopté par les Alliés fin 2010.

Une place importante est accordée aux cyberattaques ; l'OTAN se dote-t-elle des moyens suffisants pour y parer depuis novembre 2010 ?

Nos sociétés, dans leur épaisseur et dans leur complexité, sont de plus en plus dépendantes des systèmes de communication électroniques comme des moyens spatiaux. Il ne s'agit pas seulement des structures politiques et militaires des Etats mais aussi des infrastructures et réseaux énergétiques (centrales nucléaires, réseaux électriques, tubes et gazoducs, etc.), de l'eau, des hôpitaux, des réseaux de circulation, des services bancaires. Tout cela constitue la toile de fond de l'attention accordée par l'OTAN aux cyberattaques et à la protection des systèmes d'information et de communication. L'OTAN en tant que telle a toujours protégé ses systèmes propres mais ces enjeux ont pris une importance grandissante dans les années 2000, au fur et à mesure de la croissance et du renouvellement des menaces. Lors du sommet de Prague, en 2002, cette question a été inscrite à l'agenda politique de l'OTAN. En d'autres termes, elle a dépassé sa seule dimension technique pour être considérée comme une priorité politique. Cette priorité est réaffirmée lors du sommet de Riga, en 2006. En 2007, l'Estonie est engagée dans une grave crise politique avec la Russie et ses institutions, tant publiques que privées, sont l'objet de cyberattaques qui menacent la cohésion et le fonctionnement de cet Etat. Réunis en juin 2007, les ministres de la défense de l'OTAN préconisent l'élaboration d'une politique de cyberdéfense. L'Estonie joue un rôle important en contribuant au premier chef à la création d'un Centre de cyberdéfense à Tallin, homologué comme centre d'excellence de l'OTAN en 2008 (ce centre mène des travaux de recherche et de la formation).

L'année 2008 voit éclater la guerre russo-géorgienne qui est aussi une "cyberguerre", ce qui contribue à accélérer la prise de conscience de la gravité des enjeux. C'est depuis les événements de 2007 et 2008 que des exercices de "cybercoalition" sont régulièrement menés par l'OTAN, exercice en partie élargis à des pays partenaires ; cela a été le cas pour l'exercice mené fin 2011, exercice incluant l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Pour nous résumer, jusqu'en 2007, l'OTAN a pour souci la protection de ses systèmes de communication propres. Depuis, le cadre a été élargi et l'OTAN met en place des mécanismes d'aide à ses Etats membres avec le possible envoi d'équipes de réaction rapide en cas de cyberattaques. Si certains des Etats membres ont la capacité et les moyens de développer leur propre cyberdéfense, d'autres constituent des "maillons faibles" qui pourraient menacer la cohésion et la résilience de l'ensemble de la structure alliée. L'OTAN intervient tout à la fois comme structure de coordination et de coopération entre ses membres et comme structure d'appui permettant à certains d'entre eux de se mettre à niveau. Ce processus est entériné par le Concept stratégique de 2010 qui mentionne la cyberdéfense. Dans le prolongement du sommet de Lisbonne, les ministres de la défense de l'OTAN, le 8 juin 2011, ont donné leur accord à une nouvelle version de la politique de cyberdéfense. Elle est axée sur le renforcement du dispositif central de protection, l'élaboration de nouvelles règles et le soutien aux Alliés dans leurs initiatives propres. Un plan d'action destiné à mettre en œuvre cette politique a été adopté. Une équipe opérationnelle de réaction rapide est progressivement mise sur pied et ce processus sera mené à terme dans l'année. Les quelques lignes consacrées par le Concept stratégique à la cyberdéfense ne sont donc qu'un moment dans le développement d'une thématique et d'un dispositif consacrant l'importance que les Alliés lui accordent.

De même, qu'en est-il en matière de lutte contre le terrorisme ?

La lutte contre le terrorisme nous ramène avant tout à la guerre d'Afghanistan, dont l'évolution est au cœur des discussions à l'intérieur de l'OTAN, avec en ligne de mire une sortie de ce théâtre à l'horizon 2014 et un transfert des responsabilités à Kaboul. L'OTAN et ses Etats membres basculent d'une stratégie de contre-insurrection à une stratégie de contre-terrorisme, ce qui implique une présence minimale tant à travers l'OTAN que sur le plan bilatéral. Cette stratégie de contre-terrorisme vise à

empêcher la reconstitution d'un émirat islamique afghan, possible centre nerveux du système terroriste mondial. Au-delà de l'échéance de 2014 se pose donc la question des relations avec Kaboul et du soutien à apporter à ce fragile pouvoir central. C'est tout l'enjeu des "partenariats stratégiques" négociés par l'OTAN et certains de ses membres avec l'Etat afghan. Des accords et des cadres de coopération ont été mis en place, ou sont en passe de l'être, mais il faudra leur conférer de la substance.

C'est sur le terrain et dans les faits que se joue la lutte contre le terrorisme : le Concept stratégique élabore une vision globale des menaces et de l'environnement stratégique ; il fixe le rôle et les missions de l'OTAN mais c'est aux nations alliées d'agir dans ce cadre d'action. Il faut bien conserver à l'esprit le fait que l'OTAN n'est pas un *deus ex machina* ou un "grand être" agissant par lui-même. Les moyens déployés sur le théâtre afghan comme sur d'autres théâtres appartiennent aux nations alliées. En dernière instance, c'est donc sur celles-là que repose la volonté de combattre le terrorisme, d'où l'importance d'une transition en bon ordre, dans le respect des échéances fixées à Lisbonne, des responsabilités de l'OTAN aux autorités afghanes. Le "chacun pour soi" et un repli désordonné ne pourraient que mettre en péril les solidarités interalliées avec des retombées dans l'ensemble des institutions multilatérales. Sans même parler de la situation afghane.

Les menaces sur les voies énergétiques et maritimes sont prises en compte dans le concept comme un élément majeur des relations internationales. Comment l'OTAN y fait face ?

Dans les années qui ont précédé le sommet de Lisbonne, le thème de la "sécurité énergétique" s'est imposé en raison de l'utilisation répétée des exportations de pétrole et de gaz russes comme moyens de pression sur des pays centre et est-européens, pays consommateurs d'hydrocarbures russes et/ou territoires de transit vers les marchés ouest-européens. A Moscou, ces Etats sont considérés comme relevant de l'"étranger proche". De ce fait, l'exécutif polonais a même évoqué un temps la possibilité d'une "OTAN de l'énergie" ; il s'agissait d'une réaction au manque de substance de la politique énergétique commune de l'UE. Au plan mondial, les développements de la piraterie au large de la Somalie et dans le golfe d'Aden ont aussi posé la question de la sécurité des voies maritimes : l'opération menée sous le drapeau de l'UE (mission EUNAVFOR Atalanta) dans la zone est complétée par une opération de l'OTAN (mission Ocean Shield). Il est notoire que cette piraterie a eu un impact non négligeable sur les coûts du passage par le canal de Suez et le détroit de Bab-El-Mandeb.

A Lisbonne, la thématique par trop générale de la "sécurité énergétique" - trop générale car elle inclut la sécurité des infrastructures qui dépend de la responsabilité des autorités nationales - a débouché sur le projet d'une contribution interalliée plus ample à la sécurité des voies de communication et de transport. En la matière, l'opération Active Endeavour que l'OTAN mène en Méditerranée - une opération décidée en octobre 2001, sous article 5, pour lutter contre les trafics illicites et le terrorisme -, constituait déjà un pas dans cette direction. Ces derniers mois, les très fortes tensions autour du détroit d'Ormuz, une zone géostratégique par laquelle transitent environ 30 % des exportations mondiales de pétrole, ont aussi mis en évidence l'importance de ces enjeux. Très fortement importateurs de pétrole et de gaz, les alliés européens ne sauraient se désintéresser de ces zones géostratégiques. Plus largement, le Commandement suprême de la transformation (ACT) - ce commandement de niveau stratégique est sis à Norfolk et il est dirigé par un Français, le général Stéphane Abrial - travaille sur les "Global commons". L'expression désignant les espaces maritimes, aériens, spatiaux et cybernétiques dans lesquels toute atteinte au libre accès et à la libre circulation auraient un impact considérable sur la mise en œuvre des moyens militaires ainsi que la sécurité et la prospérité des sociétés occidentales. Le thème des cyberattaques nous a précédemment mené à insister sur l'importance de ces enjeux.

Le concept de l'OTAN indique que "*nous alimenterons les budgets de défense aux niveaux nécessaires pour que nos armées aient des moyens suffisants*". N'est-ce pas un vœu pieux et qui ne s'est pas du tout traduit dans la réalité ?

On sait que depuis la fin de la guerre froide, les pays européens ont très largement réduit leurs dépenses militaires. Un ancien premier ministre français avait alors parlé des "dividendes de la paix" mais on ne voit pas les effets bénéfiques pour la croissance économique. La valeur relative des dépenses militaires est passée de 3 ou 4 points de PIB à 1,5 point, voire moins dans bien des cas. Lors du sommet de

Washington, en 1999, l'OTAN a lancé une "initiative de défense conventionnelle" (IDC) et préconisé le maintien des dépenses militaires à 2 points de PIB. A Prague, en 2002, un "engagement capacitaire" (PCC) a ensuite été adopté, et ce dans la même optique. Sans impact sur l'évolution des dépenses militaires, il faut bien le dire, les comportements de "passager clandestin" se diffusant en Europe. Désormais, la situation est encore aggravée par la crise économique, les gouvernements considérant les dépenses militaires - sans grand retour sur le marché électoral - comme une variable d'ajustement budgétaire.

Ce désarmement unilatéral de l'Europe, dans un monde menacé d'une possible convergence de lignes dramaturgiques, est rien moins qu'inquiétant. D'ores et déjà, il hypothèque l'interopérabilité militaire à l'intérieur de l'OTAN et la capacité interalliée à mener des opérations de guerre sans un fort appui américain. A cet égard, le conflit libyen a mis en évidence les lacunes dont souffrent les armées européennes. Cela rend d'autant plus improbable une "Europe de la défense", l'UE ne pouvant compter sur l'appui des moyens militaires américains pour pallier les lacunes de ses Etats membres dans le cadre d'une opération menée à l'extérieur de l'OTAN. Enfin, ce désarmement de fait et le désintérêt croissant des pays européens pour la défense - l'état de paix étant considéré comme donné - devraient soulever un questionnement en termes de philosophie politique. Les Welfare States ont dévoré les Warfare States et il faudrait se demander si les Etats-providences européens, par ailleurs profondément mis à mal par la stagnation économique et les évolutions démographiques, constituent encore des entités politiques, au sens fort du terme. Cette réflexion philosophico-politique nous conduirait bien au-delà de l'OTAN mais il faudra bien la mener.

En matière de gestion de crise, l'OTAN appelée à mieux gérer l'après-conflit. Or c'est plutôt une spécificité de l'Union européenne et une faiblesse de l'OTAN. L'organisation a-t-elle commencé à rattraper son retard en la matière ?

L'UE et certains de ses Etats membres ont volontiers mis en avant leurs moyens civils comme avantage comparatif vis-à-vis de l'OTAN et comme outil de "Soft Power" dans la compétition planétaire. De fait, l'engagement de l'UE dans les "Balkans occidentaux", c'est à dire le Sud-Est européen, est d'une grande importance pour le devenir de cette région appelée à rejoindre les instances euro-atlantiques. Il faut cependant conserver à l'esprit que ces interventions de l'UE ont été lancées après celles menées dans le cadre de l'OTAN et sous la direction des Etats-Unis, lors de la phase armée des conflits géopolitiques régionaux. Avec le recul et à l'épreuve des faits, le maniement des théories du Soft Power se révèle être la rationalisation d'une certaine impuissance européenne.

Dans le cadre de l'OTAN, c'est l'engagement en Afghanistan qui a conduit à développer une approche globale, c'est-à-dire civilo-militaire et intégrée. L'enjeu est de contrôler dans la durée le terrain conquis par les armes, et ce au moyen d'investissements civils et de projets de reconstruction. Le Concept stratégique met en avant la "sécurité coopérative" qui a l'ambition de conjuguer "approche globale" et "partenariats" avec diverses organisations internationales dont l'ONU. A ces fins, une "structure civile de gestion de crise, appropriée mais modeste" est prévue. Cela ne va pas sans effets de concurrence entre la "technostructure" de l'UE et celle de l'OTAN mais il faut rappeler que ces deux organisations sont très largement composées des mêmes Etats membres et il s'agit d'allouer au mieux les ressources de ces Etats. Au final, la question-clé est de savoir quel est l'ordre de grandeur adéquat et le niveau politique pertinent pour relever les défis internationaux : le cadre strictement européen de l'UE ou le cadre euro-atlantique délimité par les contours de l'OTAN ?

Une coopération importante avec l'UE est soulignée dans le concept stratégique. Comment le "*partenariat stratégique avec l'UE*" ainsi mentionné s'est-il accru ?

En raison des larges intersections entre l'OTAN et l'UE quant à leur composition respective, un partenariat semble relever du bon sens. L'"Europe une et libre" à laquelle les Occidentaux travaillent à donner forme depuis la fin de la guerre froide repose sur deux piliers complémentaires : l'UE et l'OTAN. Aussi le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, a-t-il beaucoup insisté sur l'importance du partenariat entre l'OTAN et l'UE. La question nous renvoie à l'"approche globale" et aux effets de synergie recherchés entre moyens militaires et moyens civils. L'époque d'une forte concurrence entre le

projet d'une "Europe totale" d'une part et le "tout-OTAN" d'autre part est aujourd'hui dépassée, mais l'approfondissement des relations UE-OTAN se heurte notamment au conflit entre la Turquie et Chypre à propos de la partie nord, unilatéralement reconnue par Ankara sous la forme d'une "République turque de Chypre du Nord". La Turquie à l'intérieur de l'OTAN, Chypre à l'intérieur de l'UE contrarient la négociation de l'étroit partenariat UE-OTAN souhaité par tous ou presque. La réunification de Chypre permettrait peut-être de lever l'obstacle mais nous n'en prenons pas le chemin. A ce sujet, il faudrait aussi s'inquiéter des effets provoqués par le "collapsus" grec sur la balance des forces dans la région et en Méditerranée orientale. Nous n'avons pas encore entrevu toutes les conséquences possibles.

L'idée que *"nous coopérerons plus étroitement pour le développement des capacités de manière à réduire au minimum les doubles emplois et à maximiser le coût efficacité"* est-elle déjà mise en pratique ? Que peut-on attendre de l'idée de *smart defence* ?

L'idée de smart defence ["défense intelligente"] consiste à acquérir en commun et à partager un certain nombre de capacités militaires, de manière à compenser la baisse des dépenses militaires des dernières années et à conserver les moyens de remplir les objectifs qui ont été définis dans le cadre de l'OTAN. En cela, la smart defence est la sanction du désarmement unilatéral européen mis en exergue par les difficultés de l'opération en Libye. Dans un discours du 10 juin 2011, peu avant son départ du Pentagone, Robert Gates avait alors insisté sur les effets pervers de cette démission, avec un possible désintérêt des Etats-Unis pour l'OTAN faute de retour sur investissement, d'autant plus que Washington est amené à redistribuer une partie de ses moyens militaires en Asie-Pacifique où les tensions entre la Chine et les alliés des Etats-Unis s'amplifient, notamment autour du découpage des eaux territoriales et des zones économiques exclusives, en mer de Chine méridionale et en mer de Chine orientale.

A la tête de l'Allied Command Transformation [commandement interallié chargé de superviser la transformation des capacités militaires de l'OTAN], le général Abrial a été chargé de formuler des propositions concrètes dans le cadre de coopérations bilatérales et multilatérales. Il a aussi pour interlocuteurs l'Agence européenne de défense afin de travailler dans la même direction. Les quelque 25 projets concernent notamment l'entraînement des soldats, la médecine du champ de bataille, la police du ciel, les patrouilles maritimes, la gestion commune des munitions ou encore les ravitailleurs en vol.

Chacun de ces projets serait pris en charge par de petits groupes de pays. Ces projets comptent aussi une initiative franco-américaine dans le domaine de l'"intelligence, surveillance et reconnaissance", une fonction très importante pour la gestion du champ de bataille. Nous ne sommes qu'au début de ce processus qui est pensé pour s'inscrire dans le long terme. A Chicago, l'objectif primordial en ce domaine est d'aboutir à une déclaration politique sur l'engagement des alliés à mieux coordonner leurs investissements militaires.

Si le pragmatisme est de mise dans la communication autour de la smart defence, il n'en reste pas moins que l'achat de moyens communs, le partage de capacités et la spécialisation des nations posent toute une série de questions. En cas de désaccord entre les alliés sur une décision d'intervention militaire, un partage trop poussé des capacités ne déboucherait-il pas sur une paralysie réciproque ? Les principaux Etats européens, notamment la France et le Royaume-Uni au plan militaire, auront-ils la volonté et la capacité de demeurer des "nations cadres", à même de prendre la direction d'une opération militaire d'importance ? Plus fondamentalement, ce processus d'intégration militaire pourrait être de longue portée au plan politique. N'assisterait-on pas, cahin-caha, au dépassement des souverainetés national-étatiques dans le cadre élargi de l'euro-atlantisme ? A l'évidence, bien des Etats européens ne sont pas décidés à conserver une forme altière de souveraineté : l'involution des budgets militaires révèle les préférences collectives.

Finalement, le concept stratégique répond-il à l'évolution des menaces internationales ?

Quels sont selon vous les points qui vont bloquer à l'avenir ou à l'inverse évoluer positivement ? Comme indiqué plus haut, le concept stratégique reflète une vision globale de l'environnement international et des menaces qu'il recèle. Il est suffisamment large et souple pour que les autorités politiques puissent opérer des choix pertinents dans ce cadre de pensée. Le défi porte essentiellement sur les budgets

militaires en Europe. Aucun cadre de pensée et de conception ne saurait en effet pallier l'absence de volonté et de moyens. Et c'est à l'aune des budgets et des capacités que l'on jauge les intentions. En la matière, le combat se déroule à l'intérieur de chaque Etat membre puisque c'est là que s'élaborent les choix budgétaires et les décisions d'investissement. Sur un plan plus général, l'Europe et ses Etats sont le lieu d'un affrontement entre logiques fédératives, au sens générique du terme, et logiques nationalistes. Cet affrontement concerne tout aussi bien l'OTAN que l'UE ; l'affaiblissement de l'une des instances euro-atlantiques ne manquerait pas de retentir sur l'autre.

Le concept stratégique est-il voué à évoluer ou est-il figé pour dix ans comme il est prévu ?

L'image globale qui sous-tend et englobe tout à la fois le concept stratégique de l'OTAN évolue selon un processus incrémental, par essais et par erreurs, pour s'adapter aux événements et aux transformations de l'environnement international. La méthode nous renvoie à l'épistémologie de Karl Popper. Comme pour les concepts stratégiques précédents, les ajustements seront donc successifs et les directives politiques globales feront évoluer la chose jusqu'à ce qu'une refonte d'ensemble soit ressentie comme nécessaire. Tout l'art politique consiste en fait à conjuguer esprit de géométrie et esprit de finesse. On ne peut cependant exclure le cas d'exception, l'"a-normal", c'est-à-dire une situation de détresse qui remettrait tout en jeu et exigerait une décision souveraine. C'est peut-être là que réside la "question d'Europe" : une incapacité à penser, fût-ce au plan théorique, la situation de détresse.

Le Monde.fr

18.05.2012

[http://www.lemonde.fr/europe/article/2012/05/18/le-concept-strategique-de-l-otan-a-l-epreuve-du-reel-1-3\\_1700792\\_3214.html](http://www.lemonde.fr/europe/article/2012/05/18/le-concept-strategique-de-l-otan-a-l-epreuve-du-reel-1-3_1700792_3214.html)

---

5-2 M. K. Bhadrakumar : Sommet de l'Otan : Le who's who du banquet de Chicago.

L'OTAN continue d'imprimer les cartons d'invitation à son sommet de Chicago qui se tiendra dimanche prochain. Un carton d'invitation a été imprimé mercredi à l'attention du Président pakistanais Asif Zardari. Le Pakistan est devenu « éligible » sous réserve de descendre de ses grands chevaux et de rouvrir les routes de transit pour les convois militaires qui se dirigent vers l'Afghanistan - malgré le refus obstiné de Washington de s'excuser pour le massacre de soldats pakistanais en novembre dernier, lors d'une frappe aérienne, ou d'en finir avec les frappes létales de leurs drones sur les villages pakistanais. L'OTAN versera 1 million de dollars par jour au Pakistan au titre des droits de transit. Une invitation au banquet de l'OTAN à Chicago comme récompense pour la réouverture des routes de transit, est ce un accord correct ? Les principaux partis d'opposition pakistanais ne le pensent pas. Mais de toute façon, c'est le gouvernement en place qui décide. Et puis, les militaires pakistanais veulent que ça se passe ainsi.

Zardari est impatient d'y aller, mais il fallait s'y attendre. Être vu à un évènement éblouissant est une question de prestige national. D'un autre côté, l'OTAN n'invite pas Pierre, Paul ou Jacques. Par exemple, ni le président chinois ni le président indien n'ont été invités à ce cercle d'initiés à Chicago. (La Russie s'est tatée et a répondu niet, mais c'est une autre histoire un peu compliquée ; et, l'Otan voulait inviter Israël, mais la Turquie y a mis le holà et à dit hayir.)

La liste des invités de l'OTAN démontre l'ingéniosité occidentale et, à son tour, elle constitue aussi une feuille de route des stratégies mondiales occidentales pour le 21<sup>è</sup> siècle. A quoi ressemble la liste des invités ? Ce qui est le plus frappant est qu'il y a des cercles, un peu comme dans l'Enfer de Dante.

Le noyau dur comprend les 28 membres de l'OTAN. Le cercle suivant est constitué des 13 pays considérés comme les « partenaires mondiaux » de l'OTAN - pour la zone Asie-Pacifique : le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle Zélande ; pour le Moyen-Orient : le Qatar, les Emirats Arabes Unis et le Maroc ; pour la région eurasiatique : la Géorgie ; et pour la bonne vieille arrière-cour européenne : l'Autriche, la Suisse, la Suède et la Finlande.

Il s'agit de la crème de la crème des alliés de l'OTAN. Les omissions les plus voyantes sont l'Indonésie et les Philippines (ces dernières, bien qu'elles fassent partie des « *Etats sur la ligne de front* » dans la zone

Asie-Pacifique et qu'elles soient prêtes à harceler le dragon chinois), l'Arabie Saoudite (bien qu'elle soit la plus grosse station service des économies occidentales depuis bien plus d'un demi-siècle), l'Égypte, l'Afrique du Sud, le Mexique, le Brésil et l'Argentine (ces deux derniers étant des divas dans leurs régions respectives). Il semble que l'OTAN se sente généralement inconfortable avec le club des 20 qui tend à se former.

Le jeu des « amitiés viriles »

Si l'on poursuit, un autre cercle extérieur comprend des pays qui sont des participants ou des collaborateurs à la guerre afghane de l'OTAN. Ce sont les véritables « VIP » (ou les « héros », selon les points de vue sur la guerre afghane sanglante), parce qu'ils prennent le risque de se discréditer et qu'ils ont attiré l'attention d'al-Qaïda pour sauver l'OTAN du borbier afghan. Ces pays sont (par ordre alphabétique et non en fonction de la quantité de sang et de larmes qu'ils ont versée) : l'Azerbaïdjan, l'Arménie, le Bahreïn, le Salvador, l'Irlande, le Monténégro, la Malaisie, la Mongolie, Singapour, l'Ukraine et les Tonga.

Quel détail sensationnel, si jamais la guerre afghane devait être gagnée, que ce soit aussi grâce à la contribution des Tonga ! Mais les faits sont faits.

La liste est incomplète. Ce cercle comprend également une sous-section avec en son centre l'Afghanistan (qui sera le principal sujet de discussion du sommet de l'OTAN), entouré de ses voisins de la région d'Asie Centrale. Il semble que la Russie ait été logée sous cette enseigne. Il est à peu près certain que Zardari entre dans cette case.

La Russie délègue simplement son chef du bureau afghan au ministère des affaires étrangères à Moscou, exprimant clairement et bruyamment son mécontentement de se sentir exclue des réunions clés de l'OTAN concernant la conduite de la guerre afghane, lesquelles se tiennent régulièrement à Bruxelles, qu'il pleuve ou qu'il vente. Mais c'est aussi un mécontentement « nuancé ». La Russie n'a aucune objection à la guerre afghane de l'OTAN et en est même une fervente partisane. Mais la Russie supporte mal le monopole de l'OTAN sur cette guerre ; celle-ci devrait être « démocratisée ».

Les Etats d'Asie Centrale délèguent leurs ministres des affaires étrangères parce qu'ils sont également, sur le plan technique, membres de l'alliance rivale connue sous le nom d' « OTAN de l'Est » - l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC).

L'OTSC est prisonnière d'un jeu « d'amitié virile » avec l'OTAN : elle rivalise avec elle en tant qu'alliance militaire principale dans l'espace post-soviétique, mais elle veut également que l'OTAN la reconnaisse comme égale afin de pouvoir s'auto convaincre de sa propre existence (que l'OTAN lui refuse sans surprise d'accorder sur l'insistance de Washington, puisque les USA préfèrent traiter avec les anciennes républiques soviétiques individuellement plutôt que simples partenaires de Moscou).

La situation difficile de l'OTSC est presque une image inversée de la Russie - qui aspire à une place et à un lit douillet dans la maison commune européenne, mais qui est maintenue à l'écart avec insistance et toujours désireuse d'y entrer, tandis que les États-Unis continuent de l'intéresser de façon hautement sélective dans des domaines de préoccupation pour les stratégies américaines. (L'OTAN pourrait également très bien intéresser l'OTSC un jour ou l'autre, par exemple pour coincer les trafiquants de drogue en Asie Centrale qui subvertissent l'économie afghane.) L'OTSC comprend l'Arménie, le Belarus, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Russie, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan.

Ceci dit, Moscou se méfie plutôt de l'invitation des dirigeants d'Asie Centrale à participer à ce sommet. Elle a des doutes quant aux intentions de l'Otan en Asie Centrale, en particulier avec en toile de fond l'établissement imminent de bases militaires nord-américaines en Asie Centrale.

Après tout, l'un des objectifs du sommet de Chicago est de tirer parti du « nouveau concept stratégique » de l'alliance[1], qui a été adopté au sommet de Lisbonne en 2010, en vue de projeter l'OTAN comme la seule organisation de sécurité mondiale qui pourrait au bout du compte opérer avec mandat de l'ONU dans les « points chauds » du monde.

Ce qui inquiète Moscou est que l'OTAN a déjà donné un avant-goût de sa manière de forcer les « *changements de régime* » dans des territoires étrangers, ainsi que la guerre de la Libye l'atteste - et la tendance actuelle inquiétante indique qu'elle pourrait faire pareil en Syrie.

Par ailleurs, l'Otan appâte les Etats d'Asie Centrale avec des offres qu'ils trouvent de plus en plus irrésistibles. La dure réalité est que les régimes d'Asie Centrale ont développé des intérêts particuliers dans la guerre afghane avec l'Otan qui distribue généreusement des contrats lucratifs pour se procurer des biens et des services auprès d'entreprises locales qui sont des façades pour les élites de la région.

Les Etats-Unis versent de coquettes sommes au Kirghizstan à titre de loyer pour la base aérienne de Manas. A présent, on dit que certaines armes et certains équipements en Afghanistan pourraient être donnés à des pays d'Asie Centrale dans le cadre de la période de transition du retrait de la guerre de 2014.

Manifestement, un bon filon se fait jour dans les steppes d'Asie Centrale, sous la direction de l'OTAN, qui rendrait Moscou très inconfortable. Néanmoins, il est intéressant que les Etats d'Asie Centrale aient pris la décision collective de maintenir leurs chefs d'Etat à l'écart du sommet de l'Otan qui se déroulera à Chicago la magnifique. C'est sans doute un acte d'abnégation suprême de la part des dirigeants d'Asie Centrale par déférence à la sensibilité de Moscou.

Une question pour le chef

Un pays clé voisin de l'Afghanistan a été effectivement maintenu scrupuleusement à l'écart du sommet de l'OTAN, bien que sa capacité d'influencer le cours de la guerre afghane soit toujours assez appréciable - l'Iran.

Une grande occasion a été perdue d'engager le dialogue avec l'Iran de façon constructive. Mais le président des Etats-Unis, Barack Obama, a décidé de ne pas prendre de risques.

Le président Mahmoud Ahmadinejad est un personnage lunatique, extrêmement charismatique, et il aurait pu finir par ravir la vedette à Obama qui a minutieusement orchestré ce show pour montrer sa stature de leader mondial. Cela aurait été sans aucun doute un trop grand risque pour Obama dans une année électorale délicate. Par ailleurs, Mitt Romney, son challenger républicain, et le lobby d'Israël lui auraient donné du fil à retordre en glosant sur sa « mollesse » vis-à-vis de l'Iran.

Ce n'est pas fini. Il reste encore un cercle sur la liste des invités de l'Otan. Celui-ci comprend les quatre candidats qui attendent dans l'anti-chambre de l'OTAN pour obtenir la qualité de membre - la Bosnie-Herzégovine, la Géorgie, le Monténégro et la Macédoine.

La Géorgie se distingue par le fait qu'elle figure dans trois cercles - en tant qu'allié global de l'OTAN, entant que partenaire dans la guerre afghane et en tant que membre à part entière éligible. Le message caché derrière cette extravagante attention qui est portée à la Géorgie ne sera pas perdu par Moscou. Il est intéressant que les premiers visiteurs officiels « étrangers » du Président Vladimir Poutine ont été les dirigeants des régions géorgiennes séparatistes, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud.

Cependant, cela ne revient pas à dire que Moscou appréhende une décision imminente de l'Otan d'admettre la Géorgie en son sein. Poutine peut compter sur des partenaires européens majeurs comme l'Allemagne, la France et l'Italie pour s'assurer que l'OTAN n'entre pas en confrontation avec la Russie. Poutine commence à apprécier le départ de Sarkozy et l'arrivée du gouvernement socialiste à Paris.

En tout cas, Obama devrait aussi savoir que la priorité de son second mandat - s'il est réélu au Bureau Oval - devrait être de travailler sur une nouvelle version de la « réinitialisation » entre les Etats-Unis et la Russie et faire en sorte que le partenariat russo-américain soit prévisible et le plus utile possible pour



les stratégies mondiales des Etats-Unis - en particulier avec le problème de l'ascension de la Chine qui menace dangereusement de devenir un défi complexe.

Il faut en convenir, la liste des invités de l'OTAN donne une image assez fidèle de ce que les marxistes-léninistes appelleraient la « co-relation des forces » dans la politique internationale aujourd'hui. Ce qui est décrit ci-dessus n'est pas le tableau exhaustif de la politique mondiale, mais c'est plus de la moitié du scénario sur un panorama très arrêté.

Permettez-moi de terminer de façon inhabituelle avec une touche d'hubris pour demander : Que peut bien représenter un sommet de l'Otan lorsque la Chine et l'Inde s'occupent de leurs affaires et suivent leur chemin de façon indépendante ?

Au minimum, Bruxelles aurait dû inclure une catégorie d'invités étiquetés « OTAN + BRICS ». Il est sûr que les BRICS - le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud - ne sont pas moins importants que l'Union Européenne pour faire le monde de demain. Le chef principal du banquet de Chicago - Obama - devrait répondre à cette question.

*M K Bhadrakumar a servi en tant que diplomate de carrière dans les services extérieurs indiens pendant plus de 29 ans. Ses affectations incluent l'Union Soviétique, la Corée du Sud, le Sri Lanka, l'Allemagne, l'Afghanistan, le Pakistan, l'Ouzbékistan, le Koweït et la Turquie.*

*Copyright 2012 - Asia Times Online / Traduction [JFG-QuestionsCritiques] - Tous droits réservés.*

Note :

[1] Voir : Bilan du Sommet de l'OTAN (Lisbonne, 19-20 novembre 2010), sur le site du Quai d'Orsay. <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/enjeux-internationaux/defense-et-securite/otan/sommets/article/bilan-du-sommet-de-lisbonne-19-20>

*Ce que les Européens entendent comme « nouveau concept stratégique » de l'OTAN est en fait la « smart strategy » nord-américaine. Elle se définit ainsi : Vingt années ont passé depuis que la grande stratégie d'isolement de l'Union soviétique durant la Guerre Froide a rempli son objectif. Après quatre présidents des Etats-Unis et dix convocations du Congrès, Washington doit encore articuler une formule capable de promouvoir un bien-être général et d'assurer la défense commune. soit pour les nord-américains, soit pour leur prospérité. Aujourd'hui, leur économie est en pleine dépression, leur armée est hypertrophiée et l'écosystème mondial s'épuise rapidement. La « smart strategy initiative » cherche à provoquer un nouveau discours à travers les Etats-Unis et les capitales mondiales sur trois sujets : le défi central auquel les Etats-Unis et les grandes puissances doivent faire face dans la première moitié du 21<sup>e</sup> siècle ; la nature et la fonction de la grande stratégie dans la démocratie constitutionnelle et l'économie de marché d'aujourd'hui ; et, enfin, les contours d'une nouvelle grande stratégie capable de construire un avenir prospère, sûr et durable pour l'Expérience Américaine et la communauté des nations. (Q.C.)*

*"On pourrait organiser une zone «sanctuaire» pour la résistance et lui fournir des armes, mais l'Amérique refuse. C'est un épisode honteux de notre histoire. [...]"*

*"En Afghanistan, l'erreur n'a pas été de donner des armes à la résistance pour repousser les Soviétiques..."*

Edifiant...

M. K. Bhadrakumar

Asia Times Online, le 18 mai 2012

article original : "Who's who at NATO's banquet"

[http://questionscritiques.free.fr/edito/AsiaTimesOnline/M\\_K\\_Bhadrakumar/Sommet\\_OTAN\\_Chicago\\_Afghanistan\\_Russie\\_Obama\\_170512.htm](http://questionscritiques.free.fr/edito/AsiaTimesOnline/M_K_Bhadrakumar/Sommet_OTAN_Chicago_Afghanistan_Russie_Obama_170512.htm)

[http://atimes.com/atimes/South\\_Asia/NE18Df03.html](http://atimes.com/atimes/South_Asia/NE18Df03.html)

Trad : Questions Critiques

---

5-3 Investig'Action : ["La stratégie du chaos" : présentation du nouveau livre de Michel Collon et Grégoire Laliou](#)

La stratégie du chaos :

Présentation du nouveau livre de Michel Collon et Grégoire Laliou

Est-il possible de comprendre la politique mondiale ?

Pas en regardant la télé. Des guerres aux famines en passant par les attentats terroristes, le monde y apparaît comme une succession d'événements imprévisibles et sans logique. On escamote l'Histoire, on ne donne pas la parole à toutes les parties impliquées et on cache les stratégies des grandes puissances pour contrôler les richesses. Il existe pourtant un fil conducteur permettant de relier la crise économique, les écarts de richesses au Nord comme au Sud, le déclin des Etats- Unis, la montée en puissance de la Chine et la multiplication des guerres.

C'est ce que nous vous proposons de découvrir et de comprendre avec La stratégie du chaos . Dans des entretiens réalisés par Michel Collon et Grégoire Laliou, Mohamed Hassan éclaire de façon simple et logique les bouleversements qui secouent la « zone des tempêtes », ce Grand Moyen-Orient que Bush rêvait de façonner et qu'Obama n'a pas perdu de vue. Voici la présentation de quelques chapitres essentiels.

Egypte : Le règne de Méhémet Ali, s'il eut été plus long, la face du monde aurait changé

Tout s'est joué aux alentours de 1840. L'histoire mondiale a failli être complètement différente de ce que nous connaissons. Au lieu d'un monde arabe colonisé et fragmenté en petits morceaux par la Grande-Bretagne, la France puis les Etats-Unis, on aurait eu un grand empire arabe, unifiant ces pays et ces richesses, tenant tête aux grands impérialismes. Le canal de Suez n'aurait pas été aux mains des Occidentaux, il n'y aurait pas eu de rois « marionnettes », ni révolte de Nasser, ni trahison de Sadate, puis de Moubarak. Les rapports de force seraient aujourd'hui totalement différents.

On ne va pas refaire l'Histoire. Mais comprendre qui a brisé le grand projet de Méhémet Ali et pour quelles raisons, c'est peut-être la clé pour déchiffrer la situation actuelle de l'Egypte. Et ses prochains défis...

Arabie saoudite : Un pilier essentiel de la politique US mondiale

Comment Londres a favorisé les esclavagistes les plus barbares pour asseoir sa domination sur le Moyen-Orient et la route des Indes. Comment un ex-espion anglais a aidé les Etats-Unis à supplanter la Grande-Bretagne et à faire main basse sur les plus grands gisements de pétrole du monde. Comment l'Arabie saoudite, avec le Safari Club, a constitué un pilier essentiel de la politique US au Moyen-Orient et même dans le monde entier. Comment Riyad a créé en Europe un réseau de mosquées au service de sa politique internationale. Comment Washington a favorisé les courants religieux les plus fanatiques qui ont fini par se retourner contre les Etats-Unis. Comment les médias font silence sur le pays le plus rétrograde du monde.

Iran : Se rapprocher des Etats-Unis ou former un bloc du Sud ?

Quel fil conducteur discret relie les chapitres de cette Histoire riche, variée et dramatique ? Depuis la bataille entre les grands Empires du passé en passant par l'Opération Ajax des frères Dulles (made in CIA), un coup d'Etat aux odeurs de pétrole en 1953 (made in CIA aussi), la dictature sanglante du Chah et de sa police politique (formée par la CIA), le scandale de l'Irangate (également made in CIA), la révolution de 1979 autour de Khomeiny, la guerre sanglante contre l'Irak (avec la CIA toujours en coulisses), pour arriver aux contradictions actuelles entre « conservateurs » et « libéraux », aux rivalités Rafsandjani - Moussavi - Ahmadinejad et au grand choix qui se pose à l'Iran : se lier aux Etats-Unis ou oeuvrer à la construction d'un grand bloc indépendant du Sud ? Quel fil conducteur nous permet de relier tous ces épisodes ? La compréhension du rôle des diverses classes sociales dont les intérêts se sont affrontés à travers chacun de ces épisodes...

Tunisie : Comment le laboratoire du « libéralisme démocratique » s'est transformé en une dictature totalement corrompue

Pourquoi et comment la France a pris « possession » de la Tunisie. Pourquoi les USA ont appuyé Bourguiba, le nationaliste aux deux visages. Comment la « vitrine du libéralisme dans le monde arabe » est devenue une dictature totalement corrompue et refermée sur elle-même. Les révoltes arabes ont-elles un avenir ? Pourquoi l'Occident ne veut pas d'une économie tunisienne autonome et équilibrée.

Comment l'islamisme est devenu le préservatif de l'impérialisme. Faut-il un front uni pour garantir une véritable indépendance ?

Océan Indien : Ici se joue la grande bataille pour la domination mondiale

Le sort du monde se joue-t-il aujourd'hui dans cet océan Indien qui relie l'Asie à l'est de l'Afrique et à l'Australie ? 60% de la population mondiale vit en Asie. L'Inde et surtout la Chine avec sa croissance économique record bouleversent les rapports de force dans le monde. Pékin offre à présent un nouveau partenaire attrayant aux pays du Sud, particulièrement aux Africains. En déclin, les Etats-Unis s'inquiètent donc : comment rester le seul leader ?

Or, 70% du trafic pétrolier mondial passe par cet océan Indien, secoué un peu partout par des conflits explosifs. Quel point commun relie ces explosions ? La montée en puissance de Pékin ? Une stratégie discrète de Washington ? Le péril de « l'arc musulman » qui entoure cet océan ? Une chose est sûre : même si les Européens n'en ont pas encore pris conscience, cette région est bien devenue le nouveau centre de gravité stratégique de la planète.

Pakistan : « Si les Etats-Unis sont éjectés de cette région, ils sont finis »

Soixante ans après le départ de l'Empire britannique, la région est toujours déstabilisée par cet héritage du colonialisme qui a « divisé pour régner » et accumulé les barils de poudre entre Inde, Pakistan et Bangladesh. Comment Londres a saboté le développement de sa colonie indienne. Comment un avocat formé à Cambridge et buvant du whisky a dirigé un parti musulman pour séparer le Pakistan de l'Inde après une guerre atroce. Comment le Pakistan tente aujourd'hui de contrôler l'Afghanistan. Comment les USA s'y prennent pour déstabiliser ce même Pakistan, le faire agir contre ses propres intérêts et l'empêcher de nouer d'autres alliances. Comment Washington et Pékin s'affrontent dans cette région stratégique...

Somalie : Bien plus qu'une affaire de pirates

La Somalie avait tout pour réussir ! Une situation géographique avantageuse, du pétrole, des minerais... Et, ce qui est plutôt rare en Afrique, une seule religion et une seule langue pour tout le territoire. Elle aurait donc pu être une grande puissance de la région. Mais la réalité est toute différente : famines, guerres, pillages, piraterie, attentats... Comment ce pays a-t-il sombré ? Pourquoi n'y a-t-il pas de gouvernement somalien depuis presque vingt ans ? Quels scandales se cachent derrière ces pirates qui détournent les navires ? La famine est-elle une fatalité ?

Erythrée : A-t-on le droit de suivre une autre voie ?

C'est un pays dont les médias ne parlent presque pas. Pourtant, il y aurait de quoi... Le plus long combat pour l'indépendance mené sur le continent africain. Gagné de haute lutte, seul contre tous : USA, Europe et URSS. Un petit pays de cinq millions d'habitants, moitié chrétiens, moitié musulmans et aucun problème avec ça. Des résultats exceptionnels pour la lutte contre la faim, l'éducation et la santé. Le « Cuba africain », disent certains.

Et comment ce bon élève est-il récompensé ? Par une longue guerre d'agression venant du voisin éthiopien, mais en réalité « made in USA ». Par des sanctions internationales votées à l'ONU sur la base d'accusations « made in USA » également et que Wikileaks a révélées fausses de A à Z.

Comment expliquer que le bon élève soit puni ? Ah oui, l'Erythrée refuse de s'endetter auprès du FMI, elle refuse les « aides » internationales et entend choisir une voie de développement non soumise aux multinationales. Un exemple dangereux pour qui ?

Commander La stratégie du chaos

[www.michelcollon.info](http://www.michelcollon.info)

Investig'Action - [www.michelcollon.info](http://www.michelcollon.info)

---

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.